

**RAPPORT N° 2022/2-40
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET : MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE TELETRAVAIL REGULIER A LA CINOR

Dans son projet CINOR Terre d'Avenir 2030, la CINOR s'est engagée dans une dynamique favorisant la mobilisation des compétences des hommes et des femmes qui font le territoire, et leur implication dans le projet intercommunal, ainsi que l'émergence de nouvelles pratiques professionnelles. Dans cette optique, elle s'est ancrée dans une démarche de co-construction par le biais de l'agenda social, outil de référence pour définir, planifier et construire en commun les grands chantiers qui contribueront à cet engagement.

La mise en place du télétravail fait partie de ces chantiers.

Avec l'épidémie de Covid-19, le télétravail a pris une place particulière dans notre société. D'abord présenté comme une contrainte, il a finalement convaincu sur les bénéfices tant pour les employeurs que pour les agents. Le télétravail apparaît en effet comme une opportunité de gain relatif au développement personnel de chacun, à l'optimisation des surfaces de travail, la réduction des temps de transport et des émissions de Gaz à Effet de Serre, le confort de vie... permettant une croissance plus juste et plus harmonieuse.

Conformément à la loi 2012-347 du 12/03/2012, au décret 2016-151 du 11/02/2016 et à l'accord du 13/07/2021 sur la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, a été élaboré avec les partenaires sociaux, un projet d'accord (cf. annexe 1) pour le développement d'un dispositif de télétravail régulier, en co-construction avec les partenaires sociaux lors de plusieurs rencontres dans le cadre de l'agenda social, qui définit le cadre d'application du télétravail à la CINOR et qui précise les règles essentielles applicables en la matière.

Un impératif essentiel est de veiller à ce que le télétravail ne nuise jamais à la continuité du service public. Si le développement personnel de chacun par le biais d'une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle, est au cœur des préoccupations, le bon fonctionnement des services et la qualité du service rendu aux usagers demeurent la priorité.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le télétravail tel qu'il est envisagé, répond aux principes du volontariat, de l'éligibilité des activités et de la réversibilité.

Le présent accord a été soumis à la consultation des représentants du personnel. Il a obtenu l'avis favorable du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en date du 22 mars 2022 et du Comité technique en date du 24 mars 2022.

Le dispositif prévu est mis en œuvre pour une période expérimentale d'une année, avec une clause de revoyure au bout de 6 mois.

A l'issue de la période d'un an, une décision sera prise sur la pérennisation du dispositif et les ajustements éventuels.

L'entrée en vigueur du télétravail à la CINOR est fixée au 1^{er} mai 2022.

Aussi, il vous est proposé :

- D'approuver la mise en place d'un dispositif de télétravail régulier à la CINOR, suivant les critères et modalités d'exercice tels que définis dans le projet d'accord joint en annexe, à compter du 1^{er} mai 2022 ;
- De m'autoriser à signer l'accord relatif aux modalités de sa mise en œuvre avec les organisations syndicales de la collectivité ;
- De m'autoriser à rendre le dispositif définitif à l'issue de la période expérimentale, si les conditions sont remplies pour sa pérennisation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
074249740119-20220408-BC2022-2-40-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**DECISION N° 2022/2-40
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 avril 2022**

OBJET : MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE TELETRAVAIL REGULIER A LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'accord du 13/07/2021 sur la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique ;

Vu l'avis favorable du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en date du 22 mars 2022 et du Comité technique en date du 24 mars 2022;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;

6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-40 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise en place d'un dispositif de télétravail régulier à la CINOR, suivant les critères et modalités d'exercice tels que définis dans le projet d'accord joint en annexe, à compter du 1^{er} mai 2022.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer l'accord relatif aux modalités de sa mise en œuvre avec les organisations syndicales de la collectivité (annexe 1).

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à rendre le dispositif définitif à l'issue de la période expérimentale, si les conditions sont remplies pour sa pérennisation.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-40-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--